

Zeitschrift: Bulletin mensuel de la Chambre de commerce suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: - (1923)
Heft: 37

Rubrik: Taxe sur le chiffre d'affaires

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

les autres participants, et l'on sera même très heureux de connaître leur avis et leurs conseils sur un problème qui les touche de près et pour la solution duquel ils peuvent rendre de grands services.

LOCOMOTIVES SUISSES POUR LE PARIS-ORLÉANS

Parlant dans notre numéro d'août 1922 de l'électrification des chemins de fer français, nous avons signalé que les Compagnies du Paris-Orléans et du P. L. M. avaient passé diverses commandes à la Société Oerlikon.

Nous venons d'apprendre que la Compagnie du Paris-Orléans vient de commander à une autre maison Suisse, la société Brown Boverie et Cie à Baden, 2 locomotives électriques pour trains directs qui seront, avec celles de quelques chemins de fer américains, les plus gros tracteurs qui aient été construits jusqu'ici. Ces locomotives sont destinées à la traction sur le tronçon de Paris à Vierzon. Chacune d'elles est équipée avec 4 moteurs et pourvue de la commande individuelle des essieux d'après le nouveau système BBC, Baden. La puissance de chaque locomotive est de 4000 HP et sa vitesse maximum de 130 km./h. Son poids total de 116 tonnes est relativement faible. La locomotive a une longueur de 18 m. La partie mécanique sera exécutée par la Fabrique de locomotives à Winterthur.

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Perception du décime à l'importation

Nous avons souvent entretenu nos lecteurs de cette question qui intéresse vivement les importateurs. Nous avons fait connaître notamment que l'administration des douanes s'était pourvue en cassation contre un arrêt du Tribunal civil de Rouen, en date du 7 février 1922.

Or, nous venons d'apprendre que la chambre des requêtes de la Cour de Cassation a admis ce pourvoi par arrêt du 18 avril. Elle a donc admis en principe la *légalité de la perception du décime sur la taxe de 1 0/0 à l'importation*. La Chambre

civile de la Cour va ainsi être appelée à prononcer sur cette importante question. L'issue du procès n'est plus douteuse maintenant, car il est bien rare que la chambre civile statue en sens contraire de la Chambre des Requêtes.

Le Journal *l'Usine* dont nous tirons ce renseignement, engage vivement ceux qui auraient des litiges pendants devant les Tribunaux, à en demander la remise jusqu'à ce que la Cour de Cassation ait rendu son arrêt définitif.

Cette demande de remise à laquelle l'Administration des Douanes ne pourra guère s'opposer aura pour effet de diminuer d'une façon notable les frais qu'ils auront à supporter.

REGISTRE DU COMMERCE

La loi rendant obligatoire sur tous les papiers de commerce, factures, etc... des commerçants l'indication de l'immatriculation au registre du commerce portant la date du 1er juin 1923 vient d'être promulguée au *Journal Officiel*.

Nous en donnons la teneur *in extenso*.

Art. 1^{er}. — Tout commerçant français ou étranger, toute société commerciale française ou étrangère, assujetti par la loi du 18 mars 1919 à se faire immatriculer dans le registre du commerce du lieu de son domicile commercial ou de son siège social, est tenu de mentionner, dans les factures, lettres, notes de commande, tarifs, annonces et prospectus, le nom du tribunal de commerce où il est immatriculé et le numéro de son immatriculation au registre analytique du registre du commerce.

Art. 2. — Les maires ne pourront accorder des autorisations de séjour ou de parcours aux marchands ambulants qu'à la condition qu'ils justifient de leur immatriculation au registre du commerce.

Art. 3. — Les listes des électeurs prévues à l'article 3 de la loi du 8 décembre 1883, relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce, et à l'article 3 de la loi du 19 février 1908, relative à l'élection des chambres de commerce, seront établies en prenant pour base, en ce qui concerne les commerçants, le registre du commerce prévu par la loi du 18 mars 1919.